



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**EDITION SPECIALE**

**n° 01 du 04 janvier 2008**

## **Le recueil peut être consulté :**

\* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

\* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 4 janvier 2008

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....	1
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique .....	1
Arrêté n° DDE - DALO/2007-1 en date du 28 décembre 2007 portant constitution de la commission de médiation.....	1
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières .....	1
Arrêté N° 07.BMSSE.136 accordant délégation de signature à Madame Hélène DURAND, attaché principal, chef du service des ressources humaines et des moyens.....	1

## ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique***Arrêté n° DDE - DALO/2007-1 en date du 28 décembre 2007 portant constitution de la commission de médiation**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L 441-2-3 et R 441-13 à 18 ;  
Vu la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;  
Vu le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;  
Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;  
Vu le décret n° 2007-1677 du 28 novembre 2007 relatif à l'attribution des logements locatifs sociaux, au droit au logement opposable et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;  
APRES CONSULTATION des collectivités, organismes et associations concernés :

**ARRETE**

Art. 1 : Est désigné pour présider la commission de médiation en tant que personnalité qualifiée, et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, la personne ci-dessous nommée :

- Monsieur Yves GRY, professeur de droit public.

Art. 2 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants de l'Etat, les membres titulaires et leurs suppléants, ci-dessous nommés :

- le Préfet ou son représentant ;  
- le Directeur Départemental de l'Équipement (D.D.E.) ou son représentant ;  
- la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (D.D.A.S.S.) ou son représentant.

Art. 3 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants du Département, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

TITULAIRE : Madame Michèle PILOT, vice-présidente du Conseil Général, chargée de l'insertion,  
SUPPLEANT : Monsieur le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale ou son représentant.

Art. 4 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des communes, les membres titulaires et suppléants, ci-dessous nommés :

TITULAIRES : Monsieur Jean-Marie SCHLERET, adjoint au maire de Nancy ;  
Monsieur Claude GRIVEL, maire de Messein.  
SUPPLEANTS : Monsieur Guy VATTIER, maire de Briey ; Monsieur Michel CLOSSE, maire de Lunéville.

Art. 5 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des organismes H.L.M., les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

TITULAIRE : Madame Cécilia JAEGER-GRAPINET, directrice générale adjointe de Meurthe-et-Moselle HABITAT,  
SUPPLEANT : Monsieur Christian MICHEL, responsable de la gestion locative de BATIGERE Nancy.

Art. 6 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des autres propriétaires bailleurs, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

TITULAIRE : Monsieur Daniel JACQUOT, président de l'UNPI de Meurthe-et-Moselle,

SUPPLEANT : Monsieur Olivier BERTRAND, FNAIM de Meurthe-et-Moselle.

Art. 7 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des organismes chargés de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un établissement ou d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

TITULAIRE : Monsieur Pascal HOULNÉ, directeur général de l'Association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS) à Nancy,

SUPPLEANT : Monsieur Jean-Marie MOREL, directeur général du Grand Sauvoy à Maxéville.

Art. 8 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des associations de locataires, affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale de concertation mentionnée à l'article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1996, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

TITULAIRE : Monsieur Daniel CILLA, président de la Confédération Générale du Logement de Meurthe-et-Moselle (CGL) ;

SUPPLEANT : Madame Monique COLIN, responsable départementale de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie de Meurthe-et-Moselle (CLCV).

Art. 9 : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des associations agréées dans le département dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées, les membres titulaires et suppléants, ci-dessous nommés :

TITULAIRES : Monsieur Guy SEVERIN, association Droit au Logement (DAL) ;  
Monsieur Constant TSAIRAS, directeur du Centre d'Amélioration du Logement (CAL) de Meurthe-et-Moselle ;

SUPPLEANTS : Monsieur Jean-Paul LACRESSE, président de l'UDAF 54 ;  
Monsieur Franck BATTIATA, association HANDI 54.

Art. 10 : Les membres titulaires et suppléants de la commission, sont nommés pour une durée de 3 ans renouvelable une fois.

Art. 11 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 28 décembre 2007

Le Préfet

Hugues PARANT

*Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières*

**Arrêté N° 07.BMSSE.136 accordant délégation de signature à Madame Hélène DURAND, attaché principal, chef du service des ressources humaines et des moyens**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

Vu la décision préfectorale du 11 décembre 2007 nommant Madame Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens à compter du 7 janvier 2008 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Art. 1 : L'arrêté préfectoral n° 07-BMSSE 71 du 20 août 2007 est abrogé.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à Madame Hélène DURAND, attaché principal, à l'effet de signer :

1) Bureau des ressources humaines et financières :

a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision ;

b) les actes et documents constituant une décision pour les attributions suivantes :

- la gestion du personnel titulaire et contractuel relevant du ministère de l'intérieur et affecté en préfecture, dans les sous-préfectures et les juridictions administratives ;

- les arrêtés portant octroi de congés de maladie, congés de maternité et accidents du travail sur présentation des certificats médicaux réglementaires ;

- le secrétariat et la préparation des travaux du comité technique paritaire et des commissions administratives paritaires, ainsi que du comité d'hygiène et de sécurité ;

- l'organisation locale des concours et des recrutements du personnel ;
- la paie et les rémunérations accessoires (liquidation, liaison-rémunération) ;
- le recrutement des agents contractuels occasionnels ;
- dans le domaine de la formation : les conventions de formation, convocations, devis ou commandes, visas obligatoires de l'animatrice de formation ;

c) les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures ;

d) les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de rémunération et de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau assure la responsabilité de gestion ;

e) le budget déconcentré de la préfecture (préparation, exécution, contrôle des centres de responsabilité) ;

f) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1.500 € ;

g) la tenue des inventaires du mobilier, des bureaux et des résidences.

2) Service départemental d'action sociale :

- les actes et documents constituant une décision dans les matières suivantes :
- la gestion de l'action sociale du ministère de l'Intérieur (ordonnancement secondaire) ;
- le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale ;
- le logement des fonctionnaires.

3) Bureau de la modernisation :

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :
- le contrôle de gestion ;
- le contrôle de qualité ;
- la coordination, sous l'autorité du Secrétaire général, des différentes actions de modernisation de la préfecture ;
- l'organigramme de la préfecture et des sous-préfectures ;
- la gestion centrale du courrier ;
- l'archivage et la numérisation ;
- le recueil des actes administratifs.
- tous documents et pièces comptables se rapportant aux frais postaux dont le bureau de la modernisation assure la responsabilité de gestion.
- les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1500 euros

4) Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision pour les attributions suivantes :
- maintenance technique des installations ;
- entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts ;
- la reprographie ;
- la gestion et la maintenance du patrimoine immobilier (acquisitions, travaux, maintenance) ;
- les projets de restructuration immobilières pour la préfecture et les sous-préfectures ;
- tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau de la logistique et de l'immobilier assure la responsabilité de gestion.
- les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1500 euros

5) Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :
- permanence des liaisons gouvernementales ;
- analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT) ;
- gestion technique des matériels et des réseaux ;
- assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels standard
- les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1500 euros

Art. 3 : Délégation de signature est également donnée à Madame Hélène DURAND, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de l'ensemble des services placés sous son autorité.

Art. 4 : Les délégations visées à l'article 1 ci-dessus peuvent également être exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents désignés ci-après :

Bureau des ressources humaines et financières :

- ★ Madame Frédérique BELLO-LAPANNE, attachée, chef du bureau
- ★ Mademoiselle ANNE PIERRE, attachée
- ★ Madame Marie-Françoise KLOUSE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle

pour le domaine de la formation

- ★ Madame Evelynne FREIDINGER, attachée

Service départemental d'action sociale :

- ★ Monsieur Hervé FROMENT, secrétaire administratif de classe normale, chef du service

Bureau de la modernisation :

- ★ Mademoiselle Jacqueline THOUVENIN, attachée principale, chef du bureau

Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- ★ Madame Françoise REPOSEUR, attachée principale, chef du bureau
- En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée à :
- ★ Monsieur Denis LAPOINTE, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne la signature des bons de commande de petits équipements et pour des sommes ne dépassant pas 700 €

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- ★ Monsieur Lionel THIEBAULT, inspecteur des Systèmes d'Information et de Communication, chef du service.

Art. 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène DURAND, délégation de signature est donnée à Madame Frédérique BELLO-LAPANNE, chef du bureau des ressources humaines et financières, à l'effet de signer les affaires visées aux articles 2 et 3 du présent arrêté à l'exception de l'article 2-5<sup>ème</sup>, et à Monsieur Lionel THIEBAULT, chef du service départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 2 – 5<sup>ème</sup>.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Frédérique BELLO-LAPANNE, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Mademoiselle Anne PIERRE, adjointe au chef du BRHM, chargée du budget. A défaut, la délégation est, dans les mêmes conditions, donnée à Madame Françoise REPOSEUR, chef du bureau de la logistique et de l'immobilier.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lionel THIEBAULT, délégation de signature est donnée à Monsieur Pierre CAMAILLE, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 3.

Art. 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2°) aux ministres,
  - 3°) aux parlementaires.
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5°) au président du conseil général,
  - 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy,
  - 7°) aux maires.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 28 décembre 2007

Le Préfet,  
Hugues PARANT

